

ARRÊTÉ portant autorisation d'agrément d'assistante maternelle pour un exercice en Maison d'Assistant(e)s Maternel(le)s (MAM), dans un local situé 5 Place de la Mairie – 58270 SAINT JEAN AUX AMOGNES

N° D 2026 - 559

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA NIÈVRE

VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles ;

VU le Code de la Santé Publique ;

VU la loi n° 2005-706 du 27 juin 2005 relative aux assistant(e)s maternel(le)s, aux assistants familiaux et modifiant le code de l'action sociale et des familles, le code du travail et le code de l'habitation et de la construction ;

VU la loi n° 2010-625 du 9 juin 2010 relative à la création des Maisons d'Assistant(e)s maternel(le)s et portant diverses dispositions relatives aux assistant(e)s maternel(le)s

VU la loi n°2016-297 du 14 mars 2016 relative à la protection de l'enfance ;

VU le décret n°2006-1153 du 14 septembre 2006 relatif à l'agrément des assistant(e)s maternel(le)s et familiaux et modifiant le code de l'action sociale et des familles ;

VU le décret n° 2012-364 du 15 mars 2012 relatif au référentiel fixant les critères d'agrément des assistant(e)s maternel(le)s ;

VU le décret n°2018-903 du 23 octobre 2018 relatif à la refonte de la formation obligatoire des assistant(e)s maternel(le)s ;

VU l'arrêté du 18 octobre 2016 fixant le modèle de formulaire en vue de l'agrément des assistant(e)s maternel(le)s et la composition du dossier de demande d'agrément ;

VU le récépissé de dépôt de dossier complet en date du 23 avril 2026 pour Madame Agnès MOREL ;

VU le récépissé de dépôt de dossier complet en date du 23 avril 2026 pour Madame Sabine EXTREMERA ;

VU le récépissé de dépôt de dossier complet en date du 23 avril 2026 pour Madame Stéphanie CHOUGNY ;

VU les évaluations réalisées par le service PMI en date des 13 mai, 27 mai et 03 juin 2026 ;

VU la visite des locaux réalisée le 15 juin 2026 ;

SUR la proposition de Monsieur le Responsable de l'Unité Prévention Précoce et Enfance du service de la Protection Maternelle et Infantile ;

ARRÊTE

ARTICLE 1 : L'agrément d'assistant(e) maternel(le) est accordé à Mme Agnès MOREL pour un exercice en MAM, 5 Place de la Mairie, 58270 SAINT JEAN AUX AMOGNES, à compter du 08 juillet 2026 jusqu'au 07 juillet 2031 pour l'accueil de 4 enfants âgés de 0/11 ans. N° agrément : ASM1693.

ARTICLE 2 : L'agrément d'assistant(e) maternel(le) est accordé à Mme Sabine EXTREMERA pour un exercice en MAM, 5 Place de la Mairie, 58270 SAINT JEAN AUX AMOGNES, à compter du 08 juillet 2026 jusqu'au 07 juillet 2031 pour l'accueil de 4 enfants âgés de 0/11 ans. N° agrément : ASM1694.

ARTICLE 3 : L'agrément d'assistant(e) maternel(le) est accordé à Mme Stéphanie CHOUGNY pour un exercice en MAM, 5 Place de la Mairie, 58270 SAINT JEAN AUX AMOGNES, à compter du 08 juillet 2026 jusqu'au 07 juillet 2031 pour l'accueil de 4 enfants âgés de 0/11 ans. N° agrément : ASM1695.

- ARTICLE 4 :** Conformément à l'article 424-1 du Code de l'action sociale et des familles, le nombre d'assistant(e) maternel(le) pouvant exercer dans une MAM est d'1 à 6 professionnel(le)s, dont au maximum 4 simultanément. Le nombre d'enfants simultanément accueillis dans une MAM ne peut excéder 20.
- ARTICLE 5 :** Compte-tenu des volumes, surfaces et aménagements des locaux, la capacité d'accueil maximale au sein de la MAM ne pourra excéder 12 enfants au total.
- ARTICLE 6 :** Le cumul d'activité au domicile et au sein de la Maison d'Assistants Maternels peut être autorisé par le service PMI si l'assistant maternel est en capacité d'organiser l'accueil alternativement en MAM ou à domicile. Le cumul d'activité peut notamment répondre à certaines situations particulières, comme par exemple l'accueil d'un enfant dont les parents travaillent le week-end ou dans un cadre périscolaire.
- ARTICLE 7 :** L'association «Les P'tits Bout'Choux» déclarée à la Sous-Préfecture de Château-Chinon sous le N°W583008495 en date du 16 janvier 2026, ayant pour objet l'accueil des enfants dans le cadre de la MAM, gèrera les dépenses/recettes en lien avec le fonctionnement de la MAM.
- ARTICLE 8 :** Chaque assistante maternelle reste individuellement soumise aux obligations réglementaires liées à l'agrément d'assistant maternel, prévues par les différents Codes ; y compris en ce qui concerne la délégation d'accueil.
- ARTICLE 9 :** Un recours gracieux peut être exercé par écrit en lettre recommandée auprès du Président du Conseil départemental de la Nièvre – Hôtel du Département – 58039 NEVERS CEDEX dans un délai de deux mois après réception de cette notification. Si aucune réponse ne vous est adressée dans un délai de deux mois, il s'agit alors d'un rejet implicite de votre requête.

Vous disposez également d'un délai de deux mois pour présenter un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Dijon – 22 rue d'Assas – BP 61616 – 21000 DIJON. Le Tribunal Administratif peut être saisi d'un recours déposé via l'application Télérecours citoyens accessible par le site Internet www.telerecours.fr.

Fait à NEVERS, le

23 JUL 2026

Le Président du Conseil départemental,
Et par délégation,
Le Responsable de l'Unité Prévention Précoce
Et Enfance,



Mathieu TROTOT

Publié le 28/07/2026,
Fabien BAZIN, Président du Conseil
départemental de la Nièvre